

LE DRAME A ÉTÉ COMMÉMORÉ HIER

# Il y a dix ans, l'attentat contre le Palais du gouvernement

**Il y a dix ans, le 11 avril 2007, un attentat ciblait le Palais du gouvernement au cœur d'Alger, peu après suivi de deux autres visant le commissariat de police et une brigade de gendarmerie de Bab-Ezzouar, à l'est de la capitale.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Pour ne pas oublier, une cérémonie de recueillement était observée, hier mardi, au même moment, 10h40mn et au même endroit où cet acte terroriste a été commis. Etaient présents, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, et son secrétaire général, Hocine Mazouz, et le ministre de l'Intérieur de l'époque, Noureddine Yazid Zerhouni, notamment.

Après le dépôt d'une gerbe de fleurs, la lecture de la Fatiha, l'observation d'une

minute de silence et l'entonnement de l'hymne national, le Premier ministre s'est adressé aux familles des victimes concernant ces attentats en disant «ne jamais oublier même si le pays vit en paix, dans la stabilité et dans la sécurité».

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a estimé, dans une déclaration remise à la presse, que cet attentat était une «tentative vaine pour s'en prendre à un symbole de l'Etat algérien sur lequel ont veillé ses enfants et l'ont défendu durant les années de braise et du terrorisme sauvage».

Pour Bedoui, les «sanguinaires étaient prêts à entreprendre n'importe quelle action terroriste pour ébranler la sécurité et la stabilité de notre cher pays. Et ces attaques étaient les «premiers attentats-kamikazes en Algérie», estimant que la date du 11 avril 2007 nous rappelle «tous les sacrifices des forces de l'ANP et tous les services de sécurité, la Garde communale et nos citoyens qui n'ont pas hésité à faire face au terrorisme et à le combattre dans les montagnes, les campagnes et dans tous les recoins du pays».

Et à la veille d'une autre consultation électorale qui constitue, selon lui, «une autre étape du processus démocratique de notre pays et consolidation de ses institutions constitutionnelles», le ministre de l'Intérieur et des Collectivités

locales appellera «tout le monde à prendre part à la consécration de cet objectif et sa réussite en vue de la construction d'un Etat fort avec comme socle un peuple uni qui conserve l'avenir de son pays».

Pour rappel, cet attentat à la voiture piégée visant le Palais du gouvernement a fait 12 morts et 135 blessés alors que ceux perpétrés presque au même moment, à l'aide de trois voitures piégées contre le commissariat de police et une brigade de gendarmerie de Bab-Ezzouar, ont fait 11 morts et 87 blessés. Un triple attentat revendiqué par le groupe Al-Qaïda pour le Maghreb islamique, ex-GSPC, dont le cerveau a été abattu quelques semaines après, le 30 juillet 2007 plus exactement, en Kabylie. Et neuf des auteurs



Photo : DR

Le Palais du gouvernement après l'attentat.

de ces attentats sur les dix-huit, dont le sinistre Abdelmalek Droukdel, ont été, par ailleurs, condamnés, en mars 2012, à la peine capitale par contumace par le tribunal criminel d'Alger. Avec comme chefs d'inculpation, assassinat avec préméditation, constitution de groupe terroriste et attentats à l'explosif.

M. K.

## SES RECETTES SONT ESTIMÉES À 38 MILLIARDS DE DINARS DEPUIS

### LE DÉBUT DE L'ANNÉE

# La Casnos en bonne santé financière

**La Casnos (Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés) ne souffre pas de la crise. La caisse qui a payé la totalité de ses dettes apurées de la Cnas au cours de cette année a généré une recette de 38 milliards de dinars au cours du premier trimestre de 2017.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - La bonne aisance financière de la Casnos s'explique, selon son directeur général, par les différentes mesures de facilitations accordées au profit des travailleurs non-salariés pour pouvoir s'affilier à la caisse. Parmi ces mesures, a rappelé Acheuk Youcef Chawki qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3, c'est le fait de pouvoir bénéficier de 50% de réduction de pénalité de retard et jusqu'à 100 pour certains cas.

Les nouveaux assurés, dit-il, pourront immédiatement bénéficier d'un accès aux soins. D'ailleurs, concernant les arrêts de maladies ou de maternité qui ne sont pas encore remboursables, l'intervenant a expliqué que la caisse des non-salariés est en train de réfléchir à de nouvelles mesures qui permettraient une compensation financière. «Nous sommes en train de réfléchir pour pouvoir déterminer quelles sont les fonctions qui nécessitent la présence physique de la personne pour trouver les sources de revenus compensatoires notamment pour les métiers à risque et les accidents de travail», a indiqué l'invité de la rédaction.

Le DG de la Casnos s'attend à ce que les recettes de la caisse soient encore plus importantes d'ici la fin de l'année. Puisque les délais de paiement des cotisations sont prolongés jusqu'au mois de juin et pour les agriculteurs, jusqu'au mois de septembre. «Nous nous attendons à un mois de mai et juin très porteurs», prévoit l'invité de la radio.

Pourtant, sur un potentiel de 3 millions, la Casnos ne compte que 1, 3 million d'affiliés. Mais le premier responsable de la Casnos est optimiste quant à augmenter le nombre de ses assurés. Selon lui, le nombre des agriculteurs assurés qui était de 3% il y a quelques années, a atteint actuellement les 19%. Ce chiffre est encore timide, reconnaît-il, vu le nombre des agriculteurs qui dépasse le un million. Mais cette culture, dit-il, est en train de s'installer graduellement chez cette catégorie qui est de plus en plus jeune. Selon Chawki Acheuk, la caisse est passée à la phase d'interpellation des contrevenants pour régulariser leur situation. D'ailleurs, dit-il, la Casnos a renforcé le nombre de ses contrôleurs qui traquent les contrevenants qui risquent de se retrouver avec des comptes saisis ou bloqués.

S. A.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

# La formation continue à l'ordre du jour

**Dans le cadre du programme visant la mise en place d'outils et d'instruments, en vue de promouvoir la formation continue au profit des travailleurs, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a initié un programme visant à initier et encourager les entreprises à développer et investir dans la formation continue.**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)** - Les deux journées d'études sur la formation continue, au niveau de la circonscription d'Alger, se tiennent sur deux jours, depuis hier, en présence de Houda Feraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, à l'Ecole supérieure de la Sécurité sociale, à Ben Aknoun. Selon les deux ministres, la formation

continue est plus que nécessaire, au niveau des entreprises, puisqu'aujourd'hui, «nous ne parlons plus de ressources humaines, mais de capital humain qui se doit s'adapter au rythme de l'avancée de la technologie», a déclaré Houda Feraoun, lors de son allocution.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnelle a souligné que l'entreprise doit axer son travail sur la formation pour avoir des cadres correspondant à l'exigence de leurs postes. Pour cela, «nous avons procédé à la mise en place d'une taxe de formation, afin de sensibiliser les entreprises. Aussi, nous avons procédé à la signature des conventions avec les cadres». Selon le ministre, plus de 220 000 employés ont été formés, à travers les conventions de formation continue, en 2016.

Le président-directeur-général du Groupe Cosider, Lakhdar Rekhroukh, a déclaré que «le capital humain est le moteur de dynamisation de l'économie, c'est pourquoi il reste très important dans notre groupe, d'ailleurs, depuis que nous procédons à

la formation de nos effectifs, le chiffre d'affaires du Groupe est passé de 14 milliards de dinars, en 2000, à 200 milliards de dinars, en 2016».

Afin de permettre une plus grande remontée des besoins en formation des entreprises et leur prise en charge, dans les meilleures conditions, le réseau de conseillers en formation du Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (Fnac), trace une nouvelle mission, celle de prendre en charge les formations dans les meilleures conditions et d'accompagner les entreprises du secteur économique en matière d'ingénierie. Le processus d'ingénierie procède à l'analyse des besoins en compétence et en formation et d'organiser le dispositif de réalisation des formations et évalue les impacts de la formation. Soit, les entreprises seront accompagnées sur tout le long du processus, à commencer par l'analyse de leurs besoins, passant par la formation de leurs employés, puis l'évaluation de l'impact des formations.

M. A.-S.

## RÉINSERTION SOCIALE DES DÉTENUS

# L'expérience algérienne comme référence

**Pour le représentant résident du programme des Nations-Unies, l'expérience de la prise en charge des détenus en phase intra et post-carcérale en matière de réinsertion sociale en Algérie est «une bonne pratique à exporter».**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - «L'Algérie a enregistré des résultats très importants concernant la réinsertion sociale des détenus. Ils ont bénéficié de formation professionnelle et ont eu accès à l'examen du baccalauréat. D'ailleurs, le taux de réussite au bac a augmenté pour atteindre 1 770 bacheliers parmi les détenus en 2015/2016», a assuré Eric Overvest en marge du séminaire international sur les meilleures pratiques régionales de prise en charge des détenus et de leur réinsertion, tenu hier, à Alger. Des résultats qu'il n'a pas d'ailleurs, hésité à qualifier de «grande avancée».

Soulignant l'implication de la société civile dans les différents programmes en phase intra-carcérale mais également en période post-détention, il ajoute :

«C'est une expérience très intéressante qui a donné de bons résultats».

Il rappelle à cet effet, le partenariat des Nations-Unies avec le ministère de la Justice et la Direction de l'administration pénitentiaire pour la réinsertion sociale des détenus qui date de 2003. «Pendant toutes ces années, nous avons développé des expériences innovantes et intéressantes par rapport aux différents programmes de la prise en charge individuelle des détenus et selon les différentes catégories des détenus ; mineurs, femmes, toxicomanes. Il faut justement séparer les catégories pour avoir un programme plus adapté aux différents besoins en vue de leur réinsertion dans la société», dit-il. Selon Eric Overvest, la prise

en charge des détenus et de leur réinsertion sociale ne s'arrête pas uniquement à la formation durant la détention. «Ce programme compte également le suivi, l'orientation et l'évaluation qui sont faits avec l'accompagnement du Pnud». Aujourd'hui, poursuit-il, «l'objectif est de valoriser les différentes expériences notamment celle de l'Algérie afin de favoriser des échanges sud-sud, et appuyer ainsi d'autres pays qui sont intéressés par cette démarche».

Justement, des pays de la région tels que le Tchad, le Mali, le Niger et la Tunisie ont pris part au séminaire international sur les meilleures pratiques régionales de prise en charge des détenus et de leur réinsertion. De son côté, le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Mokhtar Felioune, a affirmé que l'expérience algérienne inscrite dans le cadre du programme d'appui du Pnud a donné des résultats positifs dans la réinsertion sociale des détenus et

dans le domaine de la protection des droits de l'Homme. Il cite ainsi les efforts effectués pour la réforme pénitentiaire et la prise en charge de la réinsertion des détenus. «Les résultats obtenus dans les programmes de l'éducation et de la formation professionnelle sont très encourageants. La preuve : de nombreux détenus ont suivi ces programmes et ont réussi au bac et au BEM et la plupart d'entre eux n'ont pas récidivé. Au contraire, ils ont rejoint les bancs de l'université ou la vie professionnelle», dit-il. Mokhtar Felioune revient sur les dernières réformes «radicales» du secteur, telles que la comparution immédiate, le bracelet électronique et la peine du travail d'intérêt général. «Ces procédures visent à consolider la présomption d'innocence ainsi qu'à réduire le nombre des détenus». Il précise, par ailleurs, que cette année, 3 400 détenus sont inscrits au bac et plus de 7 000 autres au BEM.

Ry. N.